

Dans les établissements Fouque, la prime Covid se fait attendre

MARSEILLE

Ces salariés du médico-éducatif chargés de l'accueil d'enfants handicapés se mobilisent ce lundi matin à l'appel de la CGT. Ils réclament le paiement de leur prime Covid et la fin de l'opacité dans la gestion financière de l'association.

Un vent de colère souffle sur les établissements Fouque, dont les salariés envisagent de se mobiliser ce lundi matin devant les portes de leur direction, avenue de Mazargues à Marseille (8^e).

« Les personnels voudront exiger le paiement de leur prime Covid », indique Christian Barbe, le délégué syndical central CGT explique que sa direction a mis fin aux négociations avec une décision unilatérale de l'employeur (DUE), sans que les salariés ne sachent s'ils recevront ou pas l'intégralité de leur prime, d'ici à la fin du mois de décembre.

Au début de la pandémie, l'Agence régionale de santé (ARS) avait décrété que les salariés travaillant dans les instituts médico-éducatifs (IME) seraient bénéficiaires d'une prime Covid. La CGT espère bien rap-
peler l'employeur à ses devoirs. Car au mois de juin, si une partie de la prime a bien été versée, le temps a fini par passer sans que les salariés ne voient rien venir. Christian Barbe af-



Ce n'est pas la première fois que les salariés de Fouque se mobilisent pour leur prime Covid, comme ici, devant le siège de leur direction à Marseille. PHOTO DR

firme même que les maisons d'enfants à caractère social (Mees) auraient continué « de toucher leur prix de journée de l'ARS, alors que certains établissements n'accueillaient pas ou peu d'enfants ».

Paradoxalement, dans d'autres établissements qui fonctionnaient à plein régime, « une partie des salariés a été placée en chômage partiel », rapporte-t-il. L'organisation syndicale a fini par saisir l'ARS.

« S'il y avait eu de la transparence, nous ne serions pas inquiets », insiste le délégué syndical qui dénonce un deux poids, deux mesures selon que l'on

soit cadre ou simple exécutant. La CGT assure qu'elle continuera de demander la fin de l'opacité dans la gestion financière des comptes de l'association.

Les travers d'un management par le chiffre

Car le dialogue social semble être au point mort dans l'association, où le syndicat a listé toute une série de revendications : salaire, embauches, formation et annulation des projets de ventes immobilières « de nos outils de travail éducatif : SEAP et Calendal à Marseille et la Louve à Aubagne ».

Ces coursiers font tourner la roue de la solidarité

MARSEILLE

À vélo, les Coursiers solidaires offrent une logistique décarbonée pour les plus démunis.

Midi trente, jeudi. Le marché de la place Sébastopol (4^e) touche à sa fin. Jacques déboule avec son vélo cargo vide. Bienôt rejoint par Myriam et son vélo électrique, passés déjà par le marché de Saint-Pierre. Quelques minutes plus tard, Béatrice et Elise, qui ont fait une halte aux Chartroux et à Saint-Barnabé, rejoignent ce petit peloton. Tous font partie des Coursiers solidaires, jeune association née durant le premier confinement.

L'idée ? Un support logisti-

que décarboné à destination des plus précaires. Nos quatre bénévoles collectent des fruits et légumes offerts par les commerçants en fin de marché et, à la force de leurs mollets, les déposent à l'antenne du Secours populaire (SP) du 3^e arrondissement. Deux autres missions principales animent les Coursiers solidaires : faire et livrer des courses pour une personne isolée mais aussi récupérer des colis alimentaires auprès des associations et les distribuer aux bénéficiaires à leur domicile ou aux sans-abri. « Le concept est né à Arney et Lyon, mais ce qui fait la spécificité à Marseille, c'est que nous nous consacrons beaucoup à soulager la logistique des colis alimentaires », expose Matteo Lombardi, cofondateur des

Coursiers solidaires.

Retour place Sébastopol. « Qu'est-ce que vous avez aujourd'hui ? », demande Jacques à un primeur. Souen. « Pas grand-chose, samedi ce sera malgré tout quelques fruits. » « Des que je peux, je donne », confie-t-il. « Selon les jours et lieux, on récupère aussi du pain et des plats préparés », précise Jacques, qui ne se « déplace qu'à vélo » et a donc trouvé l'association idoine pour s'inscrire « dans une action de solidarité dès le premier confinement ». Jeune maman, Elise donne aussi un peu de son temps entre midi et deux. « Cela concilie parfaitement mes préoccupations environnementales et sociales », indique-t-elle, tout en pédalant vers le boulevard Baillie.



Place Sébastopol, Jacques et Myriam ont notamment récupéré plusieurs kilos de raisins chez le primeur. Les jardins du midi. PHOTO DR

Arrivée sur le marché du Prado, la troupe retrouve Dave qui a déjà entamé une petite collecte. Jacques s'éclipse et revient le vélo cargo débordant. Néo-marseillaise et retraitée, Myriam est très active lors de maraudes. « On épaulé l'association Marhaban avec qui on organise des colis de première nécessité que l'on distribue ensuite », raconte-t-elle.

Étape finale de la course, le local du SP de la rue Hoche (3^e) pour déposer le fruit des collectes. « C'est vraiment un apport important », se réjouit Momo, président de l'antenne du Secours pop^e, qui constate des besoins grandissants. Verdict de la balance ? 77 kg de denrées. « C'est vraiment pas mal pour un jeu de pluieux ! », conclut Jacques. Florent de Corbier

MARSEILLE
Une école pour autistes menacée de fermeture

Ce lundi à 10h, les parents d'élèves de l'école Esperanza (12^e) se mobilisent contre la fermeture des quatre classes Uls (unités localisées pour l'inclusion scolaire), qui accueillent 45 enfants autistes. Motif invoqué, le fait que ces classes ne soient pas intégrées au sein des écoles ordinaires comme l'exige la loi. « La plupart de nos enfants se sont fait sortir de ce système car il n'était pas adapté à leurs cas. Raison pour laquelle ils sont scolarisés à Esperanza, qui est la seule structure du secteur en mesure de prendre en charge leur degré d'autisme », exposent les parents d'élèves.

AIX-EN-PROVENCE
Quand une adjointe verse dans le racisme

Sa délégation risque désormais d'être houleuse : Françoise Terrie, adjointe en charge des relations avec les habitants et associations du Jas de Bouffan, a relayé sur Facebook des publications suppressions, elles n'ont pas échappé à la section du PS : des propos « inacceptables », qui « traduisent un racisme abject contre les arabes », estime Cyril Di Mèo. L'élui d'opposition annonce saisir le procureur et réclame la démission de l'adjointe. Une requête qui sera portée ce mercredi en conseil municipal par Pierre Spano (PCF), au nom du groupe Aix en partage.